



# from the nstu president



## Strength comes from participation and solidarity

It's hard to believe that we're already into February. January always seems like a long, dark month, but it's worth keeping in mind that the days are getting a bit longer and a bit brighter each and every day.

In education, it's always busy and things are always changing. The NSTU is continually advocating, both directly to Government, and publicly about the issues affecting teachers and our students. There are a few notable advancements that, I hope, will yield positive outcomes for our educators.

As you know, in December, the EECDC committed to forming a high-level working group to discuss issues of school safety. For many years, violence in our schools has been on the increase, and successive governments, both in Nova Scotia and across the country, have failed to take the appropriate steps. The reality is that over 55 per cent of NSTU members have been the victim of violence and/or threats at school. This is unconscionable and unacceptable. Governments have failed to invest in our educators, schools, and kids to the degree needed. While the discussions with the school safety working group are in the early stages, I am hopeful that the education system can make the appropriate changes so all educators and students are supported. NSTU members should not be going to school thinking that they may be the victim of violence. The NSTU will continue to advocate for teachers, school counsellors, school psychologists, speech language pathologists and other specialists in this regard, and will work to ensure our schools are as safe as possible for all.

In addition to this, it was recently announced that the Office of the Nova Scotia Auditor General would be investigating the issue of violence in Nova Scotia's public school system. While this on its own does not fully address the issue, we look forward to the Auditor General's review and future recommendations. Teachers have been shining the light on school and classroom violence for many years, and it's encouraging that the Auditor General is also taking note.

As you know, the NSTU is currently engaged in collective bargaining with the province. On January 16<sup>th</sup>, your Provincial Negotiating Team made a decision to request a Conciliation Officer to aid in collective bargaining. A conciliation officer is a neutral third party mandated to help the parties to the negotiations (NSTU and government) and has no authority to impose any settlement or binding decisions. This is a natural part of bargaining, and will hopefully aid in moving the negotiating process forward.

You'll also know that your Provincial Executive authorized *Our Kids Can't Wait* day of action in November, and engaging another day of action on February 7<sup>th</sup>. These days are meant to draw more

## La force vient de la participation et de la solidarité.

Il est difficile de croire que nous sommes déjà en février. Janvier semble toujours être un mois long et sombre, mais il est bon de se rappeler que les journées rallongent et s'éclaircissent un peu plus chaque jour.

Dans le domaine de l'éducation, nous sommes toujours occupé-e-s et les choses évoluent constamment. Le NSTU fait continuellement des revendications, directement auprès du gouvernement et publiquement, par rapport aux enjeux qui touchent les enseignant-e-s et nos élèves. Il y a quelques avancées notables qui, je l'espère, produiront des résultats positifs pour nos éducateur-trice-s.

Comme vous le savez, en décembre, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance s'est engagé à former un groupe de travail de haut niveau pour discuter de questions relatives à la sécurité dans les écoles. Depuis de nombreuses années, la violence augmente dans nos écoles, et les gouvernements successifs, tant en Nouvelle-Écosse que dans l'ensemble du pays, n'ont pas pris les mesures appropriées. Le fait est que plus de 55 % des membres du NSTU ont été victimes de violence ou de menaces à l'école. C'est inadmissible et inacceptable. Les gouvernements n'ont pas investi dans nos éducateur-trice-s, nos écoles et nos enfants dans la mesure nécessaire. Bien que les discussions avec le groupe de travail sur la sécurité dans les écoles en soient à leurs débuts, j'ai espoir que le système éducatif pourra apporter les changements appropriés pour soutenir les éducateur-trice-s et les élèves. Les membres du NSTU ne devraient pas aller à l'école en pensant qu'ils ou elles pourraient être victimes de violence. Le NSTU continuera de défendre les enseignant-e-s, les conseiller-ère-s scolaires, les psychologues scolaires, les orthophonistes et les autres spécialistes à cet égard, et travaillera à garantir que nos écoles soient aussi sûres que possible pour tout le monde.

De plus, il a récemment été annoncé que le Bureau de la vérificatrice générale de la Nouvelle-Écosse enquêterait sur la question de la violence dans le système scolaire public de la Nouvelle-Écosse. Bien que cela seul ne résolve pas entièrement le problème, nous attendons avec impatience le rapport de la vérificatrice générale et ses futures recommandations. Les enseignant-e-s mettent en lumière la violence dans les écoles et les classes depuis de nombreuses années, et il est encourageant de voir que la vérificatrice générale en prend également note.

Comme vous le savez, le NSTU est actuellement engagé dans des négociations collectives avec la Province. Le 16 janvier, votre équipe provinciale de négociation a pris la décision de demander l'intervention d'une équipe de conciliation pour aider

---

public and Government attention to the worsening teacher recruitment and retention crisis. This is an issue that many of us know all too well. It's all too common you to be losing out on needed marking and preparation time, or being pulled from your regular duties supporting our vulnerable students, to be the substitute teacher. The NSTU has, outside of the collective bargaining process, been advocating for the development of a robust teacher recruitment and retention plan—one that prioritizes the improvement of the working conditions of teachers and the learning conditions of our students. The truth is that for many, teaching is not a sustainable profession right now, and Government must make some meaningful changes so the system is supporting all of us so we can better support our students. Until Government appropriately funds our education system, our system will continue to struggle to recruit and retain teachers.

I encourage you to write to your MLA using the Act For Education website. It's well-past time that our government and MLAs prioritize teachers and schools. Our kids can't wait and neither can our educators.

I encourage you to participate in *Our Kids Can't Wait* days of action. Our strength as a union comes from the participation and solidarity of our membership. It's critical that we all work together, and continue to build on our mobilization efforts to ensure that we continue to fight for the learning and working conditions that our kids and educators deserve.

aux négociations collectives. Une équipe de conciliation est une tierce partie neutre chargée d'aider les parties aux négociations (NSTU et gouvernement), mais n'a pas le pouvoir d'imposer un règlement ou des décisions contraignantes. Cela fait partie intégrante de la négociation et devrait aider à faire avancer le processus.

Vous savez également que votre Comité exécutif provincial a autorisé la journée d'action *Nos enfants ne peuvent plus attendre* en novembre, et la tenue d'une autre le 7 février. Ces journées visent à attirer davantage l'attention du public et du gouvernement sur la crise du recrutement et de la rétention des enseignant·e·s qui s'aggrave. C'est un problème que beaucoup d'entre nous connaissent trop bien. Il est malheureusement trop courant que vous perdiez du temps nécessaire pour la correction et la préparation, ou que vous soyez détourné·e·s de vos tâches habituelles de soutien à nos élèves vulnérables, pour faire de la suppléance. En dehors du processus de négociation collective, le NSTU revendique l'élaboration d'un plan solide de recrutement et de rétention des enseignant·e·s, un plan qui privilégie l'amélioration des conditions de travail des enseignant·e·s et des conditions d'apprentissage de nos élèves. La vérité est que pour beaucoup, l'enseignement n'est pas une profession durable en ce moment, et le gouvernement doit apporter des changements significatifs pour que le système nous soutienne afin que nous puissions mieux aider nos élèves. Jusqu'à ce que le gouvernement finance adéquatement notre système éducatif, il sera difficile de recruter et de retenir des enseignant·e·s.

Je vous encourage à écrire à votre député·e provincial·e en utilisant le site Web Act for Education. Il est grand temps que notre gouvernement et nos député·e·s priorisent les enseignant·e·s et les écoles. Nos enfants ne peuvent plus attendre, tout comme nos éducateur·trice·s.

Je vous encourage à participer aux journées d'action *Nos enfants ne peuvent plus attendre*. Notre force en tant que syndicat vient de la participation et de la solidarité de nos membres. Il est essentiel que nous travaillions ensemble et que nous continuions à renforcer nos efforts de mobilisation pour nous assurer de poursuivre notre bataille pour les conditions d'apprentissage et de travail que nos enfants, nos éducateur·trice·s méritent.